

Plus performants avec les langues

ENTREPRISES • La maîtrise de langues étrangères est un plus désormais quantifiable. Le produit intérieur brut des pays est amélioré de 10%. Une étude scientifique le prouve.

CATHERINE FAVRE

La révélation chamboule beaucoup d'idées reçues. Si le fait de connaître une langue étrangère est censé faciliter l'accès à un emploi, il est désormais prouvé que les entreprises y trouvent aussi leur compte. Deux économistes suisses, François Grin et Claudio Sfeddo, en collaboration avec François Vaillancourt (Uni-Montréal), ont chiffré la contribution positive du plurilinguisme au Produit intérieur brut (PIB). À l'origine de cette étude, le professeur François Grin (Uni-Genève) travaille depuis deux décennies sur l'économie des langues. Entretien.

La richesse du plurilinguisme n'est donc plus à démontrer...

François Grin: Nous sommes partis d'une étude réalisée il y a dix ans auprès d'un échantillon représentatif des employés plurilingues soit mieux payés que les autres; leurs compétences linguistiques sont donc liées à une création effective de valeur pour l'entreprise. Cette fois-ci, nous avons réalisé un audit linguistique auprès de 200 entreprises romandes et allemandes; quelles sont leurs langues de communication à l'interne et à l'externe, pour les achats et pour les ventes, dans quelles divisions les compétences linguistiques sont les plus utiles, où elles leur font le plus défaut...

Comment quantifier une donnée aussi subjective que la valeur d'une langue?

On peut mesurer toutes sortes de facteurs liés à la langue et à son utilisation, et les mettre en rapport avec des données économiques. Ceci permet d'abord de chiffrer des relations entre l'utilisation des langues et le comportement des entreprises. Sur cette base, on peut alors établir une quantité de simulations qui éclairent notre question sur la valeur du plurilinguisme. Inma-

ginons ce qui se passerait dans une entreprise si subitement les employés plurilingues étaient frappés d'amnésie linguistique, tout en conservant leurs autres compétences. Par divers chemins, nous retombons sur un chiffre, à savoir une baisse de la production de l'ordre de 10%.

Mais, bien sûr, pour arriver à fournir des ordres de grandeur de la valeur économique des langues, il faut des quantités de données. Et pour cela, il faut combiner plusieurs bases de données, certaines émanant de notre enquête dans les entreprises ou de nos études précédentes, mais aussi de diverses statistiques fédérales.

Des résultats significatifs, il n'en existait pas jusqu'à aujourd'hui?

C'est la première fois qu'une étude fournit une estimation de la contribution du plurilinguisme au PIB d'un pays. La plupart des recherches sur le multilinguisme au travail relèvent d'enquêtes qualitatives. En général, ces résultats ne sont pas généralisables et pas forcément représentatifs. Nous, nous voulions des chiffres pour pouvoir comparer et intégrer les informations obtenues. Ce ne fut pas évident, les entreprises n'ouvrant pas facilement leurs portes, surtout pour une enquête à caractère quantitatif.

Quelles sont les branches où l'investissement en langues étrangères rapporte le plus?

C'est très variable. Dans le commerce, souvent de proximité, nous estimons que la contribution du plurilinguisme à la création de valeur n'est que de 3,4% environ. Mais dans d'autres branches (finance, chimie, machines, horlogerie), elle se situe entre 10 et 20%. Et dans les «services aux entreprises», y compris l'informatique, on est dans les 23%.

Pour l'industrie d'exportation, ça va de soi. Mais qu'en est-il pour le reste?

Ce n'est pas si simple. Les entreprises d'exportation ont souvent des besoins linguistiques très spécifiques. Ainsi, telle marque horlogère visant tel segment de marché sera prête à payer très cher un collaborateur parlant chinois, anglais et schweizerdeutsch. Toutefois - c'est l'une des surprises de cette étude - les compétences linguistiques jouent un rôle clé non seulement dans la vente et l'exportation, mais aussi dans les achats de biens intermédiaires, matières premières ou autres fournitures. Et c'est logique.

Alors que les ventes sont liées à des activités de marketing planifiées et relativement prévisibles, il faut être constamment sur la brèche pour trouver à tout moments les meilleurs fournisseurs en fonction de l'évolution des marchés, des taux de change. Ce qui exige beaucoup de flexibilité, et celle-ci s'appuie sur les compétences linguistiques.

Quelles seront les applications pratiques de vos recherches?

Cette étude, parfaitement transposable dans tout autre pays où les données nous seraient fournies, permet de mieux connaître la dynamique des langues. Elle peut aussi servir aux entreprises qui souhaitent un audit linguistique approfondi. Savoir que les employeurs embauchent selon telles ou telles compétences linguistiques peut amener les pouvoirs publics à mieux cibler l'enseignement des langues.

On pourrait aussi proposer aux pays multilingues de leurs plans économiques de leur diversité linguistique. Dans un monde globalisé où se côtoient quelque 7000 langues, on ne peut plus ignorer les dimensions linguistiques de toute politique d'intégration.

L'EXPRESSION



Toute la difficulté pour le professeur François Grin (Uni-Genève) a été de mettre au point une méthode pour quantifier la contribution du plurilinguisme au PIB d'un pays. G. PERRET/L'EXPRESSION

L'allemand comme assurance

Certaines langues seraient plus rentables que d'autres?

Oui, et pour les Romands, l'allemand reste un investissement très rentable. Selon notre enquête de 1999, un Romand avec une bonne maîtrise de l'allemand gagne environ 14% de plus qu'un monolingue. L'anglais ne lui rapporte que 10% de bonus. Il faudrait refaire cette enquête aujourd'hui, mais nos derniers résultats corroborent ces tendances: Je pense que les entreprises auront toujours un besoin accru en langues nationales avec, bien sûr, aussi des compétences en anglais et dans diverses autres langues.

La langue, un atout économique? Apprendre l'allemand en vaut la peine, non seulement pour augmenter son salaire, mais aussi pour garder sa place en période de vaches maigres. Si, pour une raison ou une autre, les entreprises réduisent l'embauche, nos estimations montrent que les licenciements touchent deux fois plus les monolingues que les bi- ou plurilingues. CFA

Le chinois, le russe, l'arabe ne sont-ils pas des investissements plus rémunérateurs?